

Restructuration d'un Centre Automobile

Rue Joseph Gugnot
Commune de Saint LO

DOSSIER DE DECLARATION LOI SUR L'EAU

ETABLISSEMENT DU DOSSIER LOI SUR L'EAU AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Pièce n°1: DECLARANT

MANDANT	GCA IMMOBILIER SAINT LO 3		
	5 Rue de la Baie d'Hudson		
	49300	CHOLET	
DATE:	11/03/2024	VERSION:	VERSION n°2

IDENTITE DES INTERVENANTS

MANDANT	Pétitionnaire	GCA IMMOBILIER SAINT LO 3
	SIRET	91180668500010
	Adresse Pétitionnaire	5 Rue de la Baie d'Hudson
	CP	49 300
	Commune	CHOLET
	Personne en charge du suivi	Monsieur Nicolas PINVIDIC
	Tél:	0608036344
	Mail:	n.pinvidic@groupegca.com
MAITRE D'ŒUVRE	Maître d'Œuvre	CAPY JOULIA
	Adresse	9 Place Jean Jaurès
	Adresse complémentaire	
	CP	12200
	Commune	VILLEFRANCHE DE ROUERQUE
	Personne en charge du suivi	Madame Sandrine COSTES
	Tél:	0565651340
	Mail:	s.costes@groupeempreintes.com
MANDATAIRE	BE en charge du dossier loi sur l'eau	IMPACT eau environnement
	SIRET	818 286 502 00013
	Adresse	33bis Avenue du Pradeau
	CP	17800
	Commune	ROUFFIAC
	Personne en charge du suivi	M Julien FONTAINE
	Tél:	05 46 98 00 88
	Mail:	impactee17@gmail.com

Mandat de dépôt IOTA Régime Déclaration

Je soussigné	Monsieur Nicolas PINVIDIC		
Représentant la	GCA IMMOBILIER SAINT LO 3	N° siret	91180668500010

ci-dessous désigné comme "Mandant" déclare sur l'honneur donner mandat à la société ci-dessous comme "mandataire", aux fins qu'elle dépose numériquement sur le site Service-public.fr le dossier de ma déclaration IOTA décrite aux articles L.181-1 et suivants du Code de l'environnement; relative au projet:

Restructuration d'un Centre Automobile

Rue Joseph Gugnot

Commune de Saint LO

CADRE RESERVE AU MANDANT

NOM	GCA IMMOBILIER SAINT LO 3		
SIRET	91180668500010		
Adresse Siège Social	5 Rue de la Baie d'Hudson		
CP	49300	Commune	CHOLET
Affaire suivie par	Monsieur Nicolas PINVIDIC		
Tél	0608036344	Mail	n.pinvidic@groupegca.com

CADRE RESERVE AU MANDATAIRE

NOM	IMPACT eau environnement		
SIRET	818 286 502 00013		
Adresse Siège Social	33bis Avenue du Pradeau		
CP	17800	Commune	ROUFFIAC
Affaire suivie par	M Julien FONTAINE		
Tél	05 46 98 00 88	Mail	impactee17@gmail.com

Fait le	14/03/2024	A	CHOLET
Signature du Mandant	Signature du Mandataire		

GCA IMMOBILIER SAINT LO 3
SCI au capital de 1000 €
5 rue de la Baie d'Hudson
49300 CHOLET
Tél : 02 41 65 03 05 - Fax : 02 41 62 20 13
SIRET 911 806 685 00010

✓

Programme d'entretien des ouvrages pluviaux

PROJET

Restructuration d'un Centre Automobile

Rue Joseph Gugnot

Commune de Saint LO

Je soussigné Monsieur Nicolas PINVIDIC

Représentant la GCA IMMOBILIER SAINT LO 3

Certifie par la présente que les ouvrages pluviaux du projet sus nommé seront entretenus selon le protocole défini ci-dessous et sous ma responsabilité jusqu'à une éventuelle rétrocession

Fait le

14/03/2024

A

CHOLET

Signature:

GCA IMMOBILIER SAINT LO 3

SCI au capital de 1000 €

5 rue de la Baie d'Hudson

49300 CHOLET

Tel : 02 41 85 03 05 - Fax : 02 41 62 20 13

SIRET 911 806 685 00010

Type ouvrage	Type Entretien	Fréquence	Devenir des déchets	Service en charge
Réseaux de collecte	Ramassage des détritres et des matières solides présents dans les avaloirs	3 fois / an	Filière de tri sélectif pour les déchets recyclables Les déchets non recyclables seront acheminés vers la filière Ordures Ménagères	Entreprise mandatée
Ouvrages de rétention	Ramassage des détritres et de matières solides	1 fois / an	Filière de tri sélectif pour les déchets recyclables Les déchets non recyclables seront acheminés vers la filière Ordures Ménagères	
	Curage	1 fois / 10 ans ou selon nécessité	Matières en Suspension et Boues issues du curage des ouvrages seront acheminés vers un site de traitement approprié.	
Séparateur à hydrocarbures	Curage / vidange	1 fois tous les 6 mois	Filière de tri sélectif pour les déchets recyclables Les déchets non recyclables seront acheminés vers la filière Ordures Ménagères	
	Il sera muni d'une alarme du niveau de boue sachant que la norme prévoit à minima une vidange par an ou quand le volume d'effluent décanté représente 50% du volume.			
Espaces verts	Les produits phytosanitaires seront à proscrire. Les méthodes mécaniques (fauchage, arrachage...) seront utilisées.			

Concernant le réseau communal, son entretien ne peut être imputé au pétitionnaire. Il appartient donc à la collectivité d'assurer son entretien.

